



ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Cahier des Clauses Administratives Particulières

n° 2025AS034

Acheteur

SOCIETE ANONYME AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS

Adresse : 74 Avenue Roland Garros 97438 SAINTE MARIE

Téléphone : 0262 48 18 74

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Président du Directoire

Objet de l'accord-cadre

Fourniture, maintenance et évolutions des systèmes de téléphonie

Procédure

La présente consultation est lancée suivant la procédure avec négociation en application des articles R. 2124-1, R. 2124-4, R. 2161-21 à R. 2161-23 du Code de la commande publique.

Sommaire

1. Préambule	5
2. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales.....	5
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	5
2.2 Normes.....	7
2.3 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande.....	6
2.4 Conditions de passation des bons de commande.....	6
Délais d'exécution.....	Erreur ! Signet non défini.
2.5 Prolongation des délais d'exécution.....	5
2.6 Sous-traitance et traitement des données.....	Erreur ! Signet non défini.
3. Devoir de conseil	7
4. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	7
5. Forme des notifications et informations au titulaire	8
6. Prix - Variation du prix.....	8
6.1 Contenu des prix	8
6.2 Variation du prix.....	9
7. Retenue de garantie	10
8. Avance	10
8.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance	10
8.2 Modalités de règlement de l'avance.....	11
8.3 Modalités de résorption de l'avance.....	11
9. Règlement des comptes	11
9.1 Modalités de règlement du prix.....	11
9.2 Délais de paiement.....	12
9.3 Intérêts moratoires.....	12
10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	13
10.1 Modalités d'intervention.....	13
10.2 Mises à jour et nouvelles versions de logiciels	16
10.3 Livraison continue numérique.....	16
10.4 Documentation technique :.....	17
10.5 Audit de sécurité.....	17
10.6 Installation et mise en ordre de marche.....	18
10.7 Essais et bancs d'essai	18
10.8 Vérifications quantitatives.....	18
10.9 Vérifications qualitatives	18

10.10	Modification de l'accord-cadre	18
10.11	Prestations supplémentaires ou modificatives	19
11.	Constatation de l'exécution des prestations	19
11.1	Décisions après vérifications	19
	Vérifications qualitatives	19
12.	Admission, ajournement, réfaction et rejet	20
12.1	Admission.....	20
12.2	Ajournement.....	20
12.3	Réfaction	21
12.4	Rejet.....	21
	Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériels	21
13.	Garanties	21
13.1	Garantie contre les tiers	21
13.2	Garantie de remise en état ou de remplacement.....	Erreur ! Signet non défini.
13.3	Garantie de conformité des logiciels standards	Erreur ! Signet non défini.
13.4	Logiciels libres.....	Erreur ! Signet non défini.
13.5	Destruction des données.....	22
14.	Maintenance et infogérance	22
14.1	Maintenance des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
14.2	Maintenance en condition de sécurité	Erreur ! Signet non défini.
14.3	Tierce maintenance applicative	Erreur ! Signet non défini.
	Tierce maintenance applicative dans les locaux de l'acheteur.....	Erreur ! Signet non défini.
15.	Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	22
15.1	Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	22
15.2	Régime des résultats.....	22
16.	Obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel	23
16.1	Obligations du titulaire du marché	23
16.2	Transfert de données à caractère personnel hors UE	24
16.3	Mesures de sécurité	24
16.4	Violation de données à caractère personnel.....	25
16.5	Délégué à la Protection des Données	25
16.6	Surcoûts.....	27
16.7	Obligations de la SA ARRG.....	27
16.8	Confidentialité	28
17.	Système de Gestion de la Sécurité (SGS)	28

18. Contraintes et obligations de sûreté.....	29
18.1 Obligations des détenteurs de badge/laissez-passer.....	29
19. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	31
20. Obligation de vigilance (article D8222-5 du Code du travail).....	31
21. Règlementation.....	31
22. Politique Qualité – Evaluation des prestations	32
23. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	33
24. Pénalités	33
24.1 Pénalités pour retard	33
24.2 Pénalités pour retard du déploiement de la phase initiale	33
24.3 Pénalités pour non remise ou remise tardive de la documentation technique	33
24.4 Pénalités pour indisponibilité	34
24.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	34
24.6 Pénalités pour non-respect des dispositions relatives au travail dissimulé.....	34
24.7 Pénalités pour non-respect des dispositions relatives aux données personnelles	34
24.8 Pénalités pour prestations insuffisantes	35
24.9 Pénalités diverses	35
25. Assurances	Erreur ! Signet non défini.
26. Différends.....	35
27. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	36
28. Résiliation	37
28.1 Résiliation pour faute.....	37
28.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	37
29. Dérogations aux documents généraux.....	38

1. Préambule

La SA ARRG souhaite mettre en place un marché visant à moderniser son infrastructure de communication téléphonique.

Les objectifs de ces consultations sont les suivants :

- Disposer d'une l'infrastructure téléphonique moderne, sécurisée et évolutive adaptée au fonctionnement d'un aéroport à travers :
- L'acquisition de matériels et de logiciels répondant aux besoins
- Le suivi et la mise à jour des évolutions logicielles
- Améliorer l'expérience utilisateur des employés ;
- Améliorer les fonctionnalités de communication ;
- Réduire les coûts de maintenance et d'exploitation.
- Avoir une gestion interne simple avec peu de contrainte pour la SA ARRG :
- Procédures simples pour toutes nouvelles demandes
- Mise en place d'un guichet unique
- Suivi des facturations et des contrats simples
- Avoir un partenaire fiable pour répondre aux besoins techniques et métiers actuels et à venir
- Ayant un rôle de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art
- Apportant des réponses adéquates aux besoins techniques et métiers actuels et à venir

2. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet la fourniture et remplacement des équipements de téléphonie fixe.

2.2 Durée de l'accord-cadre

Généralités

La durée ferme de l'accord cadre est de 4 ans.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG TIC, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de leur notification.

Renouvellement

L'accord-cadre est reconductible 2 fois 2 ans, soit 4 ans.

Par conséquent, la durée totale du marché est de 8 ans (dont 4 ans fermes et 4 ans reconductibles).

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG TIC sont seules applicables.

2.3 Allotissement

Le marché ne sera pas alloti.

Un allotissement impacterait l'exécution des prestations d'un point de vue technique et rendrait leur exécution financièrement plus coûteuse.

2.4 Tranches – Variantes – Option – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas prévu de tranches, options ou de prestations supplémentaires éventuelles (PSE). Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

2.6 Conditions de passation des bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG TIC.

Les bons de commandes seront transmis par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception (notamment par horodatage et accusé de réception).

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

2.7 Condition des commandes sur catalogue(s)

La SA ARRG pourra commander d'autres prestations que celles figurant dans le bordereau des prix.

Ces commandes interviendront dans le cadre du ou des catalogue(s) en vigueur remis par le titulaire du marché à l'appui de son offre et ce, sur la base du prix du public affecté de la remise renseignée par le titulaire à l'acte d'engagement.

En cas de changement de catalogue(s), le titulaire transmettra les documents (catalogue(s) et prix) à la SA ARRG au plus tard 15 jours ouvrés avant la date d'entrée en vigueur du nouveau catalogue.

La remise sera appliquée dans les mêmes conditions que sur le(s) précédent(s) catalogue(s).

2.8 Normes

Les matériels et logiciels faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes françaises obligatoires ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux (ARCEP, Code des postes et des communications électroniques, etc.)

Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire du marché, celui-ci étant réputé les connaître.

3. Devoir de conseil

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, il est rappelé que le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le plan de sécurité des systèmes d'information (PSSI) :
 - Charte prestataire SI_ToIP

- Clausier SSI
- Clausier RGPD
- Plan assurance sécurité (PAS)
- Cadre de réponse SSI
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Le cahier de clauses de livraison continue numérique approuvé par l'arrêté du 14 décembre 2021 (publié au JORF n°0008 du 11 janvier 2022).
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique et autres annexes).
- Le bordereau des prix forfaitaires et unitaires.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

5. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

6. Prix - Variation du prix

6.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.1.2 du CCAG TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

Pour tenir compte de l'évolution très rapide des produits informatiques, des modifications pourront être apportées aux références initiales par des produits de valeurs techniques égales ou supérieures. En outre, compte tenu de l'évolution des prix, ceux-ci seront inférieurs ou égaux aux prix initiaux. En aucun cas les nouveaux produits ne doivent constituer des articles entièrement nouveaux pour d'autres usages que ceux des produits remplacés.

Pour les fournitures, à technologie constante, le titulaire appliquera aux prix de vente les baisses de prix de l'accord-cadre qui seront appliquées immédiatement.

Les prix des matériels figurant à l'accord-cadre peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du titulaire. Le produit en promotion est indiqué par le titulaire, ainsi que sa durée. En fin de période, le tarif normal retrouve son application.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire pourra accorder un taux de remise supérieur au taux indiqué dans le bordereau des prix lors de l'établissement du devis. Dans ce cas, un acte modificatif sera nécessaire pour valider cette réduction sauf en cas d'offres de prix promotionnelles.

Le titulaire joint à son Acte d'Engagement un exemplaire de son ou ses catalogue(s) / Tarif(s), mentionnant les tarifs publics en vigueur à la date du 1er jour du mois de la remise des offres.

Le titulaire s'engage à fournir ses catalogue(s) et/ou tarif(s) ainsi que les mises à jour à la demande de l'entité adjudicatrice.

6.2 Révision du prix

6.2.1 Périodicité de la révision

Les prix de l'accord-cadre sont fermes les 2 premières années du marché et peuvent ensuite faire l'objet d'une révision. La révision des prix interviendra à partir de la 3^e année de l'accord-cadre à sa date anniversaire.

6.2.2 Formule de révision

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé «mois zéro».

La formule utilisée est la suivante :

$$P1=P0*(S1/S0)$$

Avec :

- P1 : prix révisé
- P0 : prix contractuel d'origine ou dernier prix révisé
- S0 : indice de référence, soit le dernier indice publié au moment de la remise des offres
- S1 : indice publié au trimestre précédent le trimestre de la date de révision

N.B. : Les prix seront révisables à la hausse comme à la baisse mais ne pourront pas être supérieurs à 3%.

L'indice de référence est le suivant : Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – A38 JC – Activités informatiques et services d'information. Les valeurs des index sont publiées par l'INSEE (identifiant 010766639)

Le coefficient est appliqué à l'ensemble des prix de l'accord-cadre.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est à apprécier au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à 1 mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

7. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

8. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

8.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci. L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire couvrira la totalité du montant de l'avance.

8.2 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

La remise de cette garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution de l'accord-cadre ou de la tranche.

8.3 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

9. Règlement des comptes

9.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG TIC, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque livraison et décision d'admission distincte : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG TIC.

9.1.1 Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG TIC, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement partiel définitif ou solde) après livraison et décision d'admission des prestations par l'acheteur.

•Demande de règlement partiel définitif

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux dispositions ci-dessous dans un délai de 30 à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG TIC, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;

- la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le cas échéant le numéro du/des bon(s) de commande et du/des bon(s) de livraison.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

•Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG TIC, par le titulaire dans un délai de 30 à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un projet de décompte qui comporte deux parties :

- une récapitulation des règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte, sauf le dernier règlement partiel définitif
- une demande de paiement correspondant aux sommes dues au titre du dernier règlement partiel définitif

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

9.1.2 Transmission des demandes de paiement

Les factures seront transmises à l'adresse suivante : contact@reunion.aeroport.fr

En complément des informations réglementaires et celles listées ci-dessus, les factures devront comporter les mentions suivantes :

- L'objet et le numéro de marché
- Le numéro du bon de commande

9.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

9.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

10.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article Durée de l'accord-cadre et/ou délais d'exécution de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

Les prestations seront réalisées à l'adresse suivante :

Aéroport la Réunion Roland GARROS
74 Avenue Roland GARROS
97438 SAINTE-MARIE

10.2 Etendue des prestations

Les prestations de garantie, de maintenance et de continuité de service s'appliquent indifféremment aux équipements et logiciels mis à disposition par le titulaire sous sa propriété et aux équipements et logiciels devenant la propriété de la SA ARRG après réception.

Ces garanties et maintenance sont dues aussi longtemps que dure le marché.

Les prestations à assurer au titre de la garantie comprennent :

- la fourniture par échange standard, neuf ou réparé, de toutes pièces reconnues défectueuses constitutives de la mise en œuvre du marché. Les pièces seront garanties d'origine. Il est cependant admis la mise en œuvre d'éléments compatibles ou équivalents après engagement du titulaire sur la compatibilité ou l'équivalence et accord de la SA ARRG,
- la main d'œuvre en atelier ou sur sites par des techniciens qualifiés,
- les déplacements,
- les frais d'expédition,
- les matériels de tests et outillages spécifiques ou non, nécessaires,
- la tenue à jour de la documentation technique des installations,

Conformément à l'article 10.1.4 du CCAG-TIC, la rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, des outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 39.1 du CCAG précité.

Le titulaire s'engage à disposer de tous les moyens humains et matériels, quantitatifs et qualitatifs pour assurer la parfaite exécution de ses prestations.

En particulier, il est réputé disposer des pièces détachées et équipements de diagnostics nécessaires à une remise en fonction des équipements dans les délais mentionnés ci-après

dans tous les cas sauf cas de force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure :

- les destructions ou arrachements volontaires ou accidentels,
- les impacts directs de la foudre.

Les phénomènes orageux indirects tels que les surtensions en ligne électrique ou téléphonique ne sont pas considérés comme des cas de force majeure.

Dans les cas de force majeure, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles de maintenance pour les parties concernées et devra procéder aux remises en état sur devis accepté, ce dernier devant être établi sur la base des listes ou bordereaux de prix unitaires annexés au marché. Le titulaire s'engage à respecter le règlement intérieur des locaux de la SA ARRG, ainsi que tous les règlements, circulaires, décrets auxquels il serait assujéti de par ses activités ou l'objet des présentes dispositions.

La SA ARRG s'engage à :

- laisser le libre accès au titulaire aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations,
- ne pas intervenir, par lui-même ou au travers de tiers désignées par elle, sur les installations sans l'accord du titulaire, sauf pour ce qui concerne les opérations normales d'exploitation ou en cas de carence du titulaire.

10.3 Modalités d'intervention

10.3.1 Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Concernant le stockage, l'emballage, le transport et la gestion des déchets, les dispositions de l'article 20 CCAG TIC sont applicables.

Pour la gestion de déchets, sur demande de l'acheteur, le titulaire devra produire tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € HT.

10.3.2 Notification de la demande d'intervention

Dans tous les cas, le point de départ des délais mentionnés ci-après est l'heure de réception par le titulaire de l'information du dérangement par tout moyen écrit (courrier, messagerie avec accusé de réception, etc.).

Cette notification peut intervenir 24 heures/24, 7 jours/7.

10.3.3 Période d'intervention

24/24 - 7j/7

10.3.4 Adresse de livraison

Les matériels seront livrés dans les conditions de l'article 21 du CCAG TIC à l'adresse mentionnée à l'article 10.1 du présent CCAP.

10.3.5 Indisponibilité annuelle maximum du service ligne

Le titulaire doit pouvoir satisfaire aux conditions énoncées dans le CCTP.

Cependant, il est fondé à proposer des options tarifaires correspondant à des conditions

d'interventions différentes dans le sens d'un service plus efficace, plus rapide ou au contraire moins contraignant, la SA ARRG restant libre de retenir les options qui l'intéressent au cas par cas, lors de la passation des commandes de raccordement.

Le titulaire précisera également les conditions tarifaires liées à des prestations en dehors du cadre défini ci-dessus, et notamment les astreintes exceptionnelles et les interventions à délai court.

10.3.6 Prévention des risques

L'exécution du présent accord-cadre est soumise aux dispositions des articles R.4511-1, 2, 3 et 4 et R. 4515-1 à R. 4514-8, R. 4514-9 et R. 4514-10 du Code du travail.

L'acheteur assure la coordination générale des mesures de prévention définies ci-après. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

- **Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :**

Le titulaire doit transmettre par écrit à l'acheteur au plus tôt et avant toute intervention sur les sites de cette dernière :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et l'identification des prestations sous-traitées.

Il informera par ailleurs l'acheteur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

- **Inspection conjointe préalable des lieux d'intervention :**

Une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à la disposition du prestataire est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération conformément aux dispositions de l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.

Au cours de cette inspection, l'acheteur ou son représentant communique au titulaire ou à son représentant habilité conformément aux dispositions de l'article R.4512-2 à 5 du code du travail les consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront ses salariés à l'occasion de leur travail ou déplacements.

Ils se communiquent par ailleurs toutes les informations nécessaires à la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu d'intervention.

- **Analyse préalable des risques :**

À l'issue de cette inspection et au vu des informations et éléments recueillis, l'acheteur ou son représentant et le titulaire ou son représentant procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'intervention sur les sites de l'acheteur.

- **Plan de prévention :**

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par l'acheteur et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations si, conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail :

- soit des risques existent ;
- soit l'opération à effectuer par la ou les entreprises extérieures, ainsi que les

entreprises sous-traitantes représentent un nombre d'heures prévisibles au moins égal à 400 heures sur 12 mois, que les interventions soient continues ou discontinues.

Ces dispositions seront applicables si, en cours d'exécution des prestations, il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ou si des risques sont nouvellement apparus.

- **Obligations du titulaire ou de son représentant :**

Le titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par l'acheteur.

Le titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant sur les sites de l'acheteur en cours d'exécution de la prestation.

- **Inspections et réunions périodiques :**

Si un plan de prévention a été arrêté conformément aux dispositions de l'article R. 4512-7 du code du travail, l'acheteur ou son représentant à son initiative ou à la demande des chefs d'entreprises extérieures, organise s'il l'estime nécessaire des inspections et réunions périodiques afin d'assurer la coordination des mesures de prévention.

Les chefs d'entreprises convoqués ou leurs représentants sont tenus d'assister aux inspections ou réunions auxquelles ils ont été convoqués.

Les mesures prises à l'occasion de cette coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

10.4 Mises à jour et nouvelles versions de logiciels

Conformément à l'article 22 du CCAG TIC, les prestations comprenant la livraison de logiciels standards ou de logiciels spécifiques, comprennent également, pendant la durée de l'accord-cadre, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions.

Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est inclus dans le prix de l'accord-cadre.

10.5 Livraison continue numérique

Le présent accord-cadre se réfère au Cahier de clauses de livraison continue numérique approuvé par l'arrêté du 14 décembre 2021. Les dispositions de Cahier sont donc applicables au présent accord-cadre :

- **Forge** : A défaut d'accord spécifique entre fournisseur et acheteur, le fournisseur utilise la forge mise à disposition par l'acheteur. Dans tous les cas, l'acheteur doit pouvoir suivre en continu les étapes successives de développement des codes, depuis la création jusqu'au retrait des composants du SI du commanditaire, en assurant la réversibilité.
- **Modularisation** : Le code est partitionné et variabilisé selon les indications qui seront définies avec l'acheteur, par exemple entre la source du code principal et les sources des configurations des différents environnements.
- **Nom des versions** : Le titulaire doit utiliser les conventions de gestions sémantiques de version suivante : <https://semver.org/lang/fr/>
- **Fréquence de livraison** : En période de développement, le fournisseur réalise une livraison au minimum hebdomadaire, dans un état stable et susceptible d'être déployée.
- **Livraison de sources** : Elle comprend la description exhaustive des dépendances et des chaînes d'outils permettant à l'acheteur de reproduire les livrables à partir d'outils dont il dispose. Le titulaire alerte si les technologies qu'ils utilisent ne permettent pas des

constructions reproductibles <https://reproducible-builds.org/>

- Livraisons d'artéfacts et emballage : Pour le format de livraison, le fournisseur fournit des paquets au format natif des plateformes cibles utilisées pour les déploiements : .msix pour Windows, .deb pour Debian, .oci pour Docker, etc. Les pratiques des plateformes s'appliquent (nommage, répertoire par défaut, etc.).
- Documentation intégrée : En plus des documentations réglementaires, les livraisons incluent les formats habituels de documentation intégrés aux plateformes (pages man dans les environnements Unix, fichiers.chm dans les environnements Windows, etc.).
- Déploiements continus : Le titulaire conçoit ses livraisons en vue de l'automatisation complète des déploiements dans les environnements de l'acheteur ou des bénéficiaires. A ce titre, il respecte les indications de l'hébergeur, ou, à défaut, les conventions d'usage pour les chemins de répertoires et fichiers, afin que les automates trouvent les composants.
- Tests automatisés : Le fournisseur inclut dans ses livraisons, des tests automatisés qui permettent de franchir les étapes de la chaîne d'intégration (construction, déploiement...) sans crainte de régression.
- Déploiement minimal : Dès que possible, une livraison minimale est déployée jusqu'à un environnement qui sera désigné par l'acheteur. A défaut de précision, ce déploiement est à réaliser sur un environnement de production. Aucun paiement ou acompte pour travaux réalisés (ce qui exclut les acomptes à la commande) ne peut intervenir avant ce déploiement minimal. Les déploiements ultérieurs sont réalisés par montée de version.
- Migrations : Les montées de version incluent les migrations automatisées de données (schéma SQL, stockages de tables, etc.).
- Fréquence des déploiements : En période de développement intensif, la fréquence des déploiements sera définie par l'acheteur et le titulaire réalise le packaging pour répondre à la fréquence de déploiement définie. A défaut, le titulaire doit être en capacité de réaliser des déploiements hebdomadaires. En période de maintenance, la fréquence peut être ramenée à deux livraisons par an, pour, à minima, permettre l'inclusion de correctifs de sécurité et d'évolutions des plateformes.
- Intégration métrologie, journaux, supervision : Le titulaire fournit les points d'intégration avec les pratiques de métrologie, journalisation et supervision de l'acheteur ou ses bénéficiaires. A défaut d'indication, le fournisseur suit les préceptes de "12 facteurs" <https://12factor.net/fr/>.

10.6 Documentation technique

Conformément à l'article 22.2 du CCAG TIC, le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

Le contenu de la documentation technique devra être conforme aux éléments présentés à l'article 22.2 du CCAG TIC.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix de l'accord-cadre.

Cette documentation doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

10.7 Audit de sécurité

Dans le cadre de l'accord-cadre, l'acheteur pourra effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur. Cet audit sera effectué dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG TIC.

10.8 Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

À cet effet, il dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG TIC.

10.9 Essais

Les essais porteront sur tous les équipements et prestations fournies par le titulaire, l'objectif étant de s'assurer de leur bon fonctionnement.

10.10 Vérifications quantitatives

Les vérifications quantitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 et 31 du CCAG TIC.

10.11 Vérifications qualitatives

Les vérifications qualitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 et 32 du CCAG TIC.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

10.11.1 Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche.

Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées :

Au CCTP.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

10.11.2 Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

10.12 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

10.13 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG TIC, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG TIC.

11. Constatation de l'exécution des prestations

11.1 Décisions après vérifications

Dans le cas d'un accord-cadre comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.1.1 Vérifications quantitatives

À l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, l'acheteur pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai de 15 :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives

À l'issue de la vérification d'aptitude :

Le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision sera de trente jours à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prendra une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG TIC.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche pourra être exécutée à la demande de l'acheteur.

À l'issue de la vérification de service régulier :

L'acheteur disposera d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prendra une décision d'admission des prestations.

L'admission pourra être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prendra une décision écrite qu'il notifiera au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période

- supplémentaire maximale de trente jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC, le résultat de la vérification de service régulier sera considéré comme positif et les prestations seront réputées admises.

12. Admission, ajournement, réfaction et rejet

12.1 Admission

L'acheteur prononcera l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission. En cas d'admission tacite, l'admission prendra effet au terme du délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC.

Conformément à l'article 35 du CCAG TIC, l'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété.

Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué en application des dispositions prévues à l'article *Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats* ci-dessous.

12.2 Ajournement

Si l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il pourra décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invitera le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire devra faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur aura le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG TIC, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaudra décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur disposera à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Concernant les opérations de vérification effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire disposera d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les prestations vérifiées peuvent être évacuées ou détruites par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

12.3 Réfaction

Si l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononcera l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision devra être motivée. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il sera réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur disposera ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, l'acheteur sera réputé avoir accepté les observations du titulaire.

12.4 Rejet

Si l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononcera le rejet partiel ou total.

La décision de rejet devra être motivée. Elle ne pourra être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

Le titulaire disposera d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai sera écoulé, elles pourront être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, pourront être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en aura été informé.

Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériels

Si la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériels remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations de l'accord-cadre, l'acheteur ne pourra prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des fournitures ou matériels remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et si l'acheteur a décidé que des fournitures ou matériels devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

13. Garanties

13.1 Garantie contre les tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution de l'accord-cadre.

13.2 Garantie relative aux équipements et fournitures

Les équipements et fournitures prévus dans le cadre de l'exécution du marché (terminaux, équipements actifs, carte d'accès au réseau, routeurs, batteries et accessoires sans que cette liste soit limitative) sont garantis pour la durée prévue dans le mémoire technique du titulaire à compter de la date d'admission si elle est supérieure aux durées ci-après.

Les réparations intervenant pendant la période de garantie ou en dehors s'effectueront selon les modalités prévues dans ce même mémoire.

Le titulaire garantit la personne publique contre tout défaut de solidité, de stabilité, de vice de fabrication ou défaut de matière ou de fonctionnement de ses matériels à compter de la date d'admission, par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC pendant une durée de 24 mois.

13.3 Destruction des données

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire devra restituer sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruira, dans un délai de 3 mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction devront être conformes aux réglementations en vigueur.

14. Maintenance et infogérance

Les attentes liées à la maintenance et l'infogérance sont précisées dans le CCTP, chapitre MCO.

15. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

15.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 44 et 45 du CCAG TIC seront applicables.

15.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 46 du CCAG TIC :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

16. Obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'entité adjudicatrice sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG TIC.

Toutefois, par dérogation à l'article 5.2 du CCAG TIC et conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, les dispositions particulières suivantes sont applicables en matière de confidentialité et de protection des données :

Il est rappelé que la réglementation applicable en matière de protection de données à caractère personnel est notamment issue du Règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit "Règlement Général sur la Protection des Données"(RGPD)) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire du contrat, en sa qualité de sous-traitant au sens du Règlement précité, est autorisé à traiter pour le compte de la SA Aéroport de la Réunion Roland Garros (SA ARRG), agissant en tant que responsable de traitement au sens du Règlement précité, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) faisant l'objet du présent contrat conformément aux seules instructions de la SA ARRG décrites au présent article. Le titulaire du contrat s'engage à informer immédiatement la SA ARRG s'il constate une non-conformité à la réglementation susvisée.

Il est rappelé qu'il est interdit au titulaire du contrat de traiter les données à caractère personnel pour une autre finalité ou selon des modalités différentes de celles expressément autorisées par la SA ARRG. Dans le présent chapitre, toute référence au "sous-traitant" vise la notion de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD.

Le prestataire doit veiller à ce que ses collaborateurs aient une obligation de confidentialité dans leur contrat de travail ou autres documents garantissant cette obligation pour la SA ARRG.

16.1 Obligations du titulaire du marché

Le titulaire du contrat s'engage aux obligations suivantes et se porte fort de leur respect par ses éventuels sous-traitants au sens du RGPD :

Le titulaire du contrat est notamment tenu de :

(i) Garantir la mise en œuvre de mesures techniques et opérationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel relatives au présent marché afin notamment d'empêcher :

- toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées,
- que les données soient endommagées,
- tout accès aux dites données qui ne serait pas préalablement et expressément autorisé par la SA ARRG,
- tout traitement non autorisé ou illégal,
- la perte, la destruction ou tout dommage accidentel concernant lesdites données.

(ii) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception (« Privacy by design ») et de protection des données par défaut (« privacy by default »)

(iii) traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) déterminée(s) par la SA ARRG dans le cadre de l'exécution de ce contrat et sur instructions de la SA ARRG ;

(iv) traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter le traitement aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires au regard de la finalité du traitement ;

(v) mettre à la disposition de la SA ARRG, sur demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations prévues au présent article, et coopérer activement avec la SA ARRG afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant du marché. Ces vérifications pourront être effectuées par la SA ARRG avec ses moyens propres ou par recours à un tiers. Toutes les informations révélées ou échangées dans le cadre de ces vérifications de même que leurs résultats, constitueront des informations confidentielles de la SA ARRG ;

(vi) le cas échéant, mettre à la disposition de la SA ARRG son expertise et tous éléments nécessaires :

- pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données
- pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

16.2 Transfert de données à caractère personnel hors UE

Le titulaire du contrat s'interdit de transférer les données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché vers un pays extérieur à l'Union Européenne, à moins que le pays concerné n'offre un niveau de protection équivalent et sous réserve de l'accord préalable et exprès de la SA ARRG.

16.3 Mesures de sécurité

Le Titulaire du contrat s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement, etc.]

Le Titulaire du contrat devra avoir communiqué à la SA ARRG, avant l'exécution du marché, tout document de politique interne (politique de protection des données à caractère personnel, PSSI...) formalisant l'organisation interne protégeant les données et les dispositifs permettant de détecter les violations de données.

16.4 Violation de données à caractère personnel

Le Titulaire du marché s'engage à notifier à SA ARRG toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais, au plus tard dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance notamment par envoi d'un mail à l'adresse : dpo@reunion.aeroport.fr . Lorsque la notification n'a pas lieu dans les 48 (quarante-huit) heures, le Titulaire du contrat devra indiquer, en complément de sa notification, les motifs de ce retard.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la SA ARRG, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification du titulaire du marché doit, au minimum :

- Décrire la nature de la violation des données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Communiquer le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- Décrire et mettre en place les mesures techniques de protection appropriées afin de faire cesser la violation de données à caractère personnel le cas échéant ;
- Décrire les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- Décrire les mesures prises ou qu'il propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives ;
- Documenter toute violation de données à caractère personnel, en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le cas échéant, et sur accord écrit et préalable de la SA ARRG, le titulaire du marché communiquera, au nom et pour le compte de la SA ARRG, la violation de données à caractère personnel à la ou les personne(s) concernée(s) dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation des données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que la SA ARRG, en sa qualité de responsable du traitement, propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

16.5 Délégué à la Protection des Données

Le titulaire du marché doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Les coordonnées du délégué à la protection des données de la SA ARRG sont les suivantes:

Adresse postale :

Délégué à la Protection des Données (DPO)
SA Aéroport Réunion Roland Garros
74 avenue Roland Garros
97438 Sainte-Marie
Réunion

Adresse électronique : dpo@reunion.aeroport.fr

16.5.1 Droit des personnes concernées

Le Titulaire du marché s'engage à mettre à disposition de la SA ARRG son expertise et tous éléments lui permettant de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le cas échéant, le Titulaire du marché qui recevrait une demande d'exercice des droits devra l'adresser, dès réception, à l'adresse électronique suivante : dpo@reunion.aeroport.fr

16.5.2 Registre des activités de traitement

Le titulaire du marché déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la SA ARRG comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la SA ARRG ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ; des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ; des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ; une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16.5.3 Sort des données à caractère personnel

A l'issue du marché, le titulaire du marché s'engage à restituer ou à détruire les données à caractère personnel ainsi que leurs copies physiques et numériques ou à se conformer à toute autre instruction, sur simple demande de la SA ARRG.

Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

16.5.4 Non-respect des dispositions

En cas de non-respect par le titulaire du marché des dispositions précédentes, les parties conviennent que le traitement de données à caractère personnel pourra être interrompu immédiatement sur simple demande de la SA ARRG et que le marché pourra faire l'objet d'une résiliation pour faute.

16.6 Surcoûts

Le titulaire du contrat ne saurait faire valoir à l'égard de la SA ARRG un quelconque surcoût résultant des mesures de mise en conformité à ces instructions, qui consistent en une application de la Loi.

16.7 Obligations de la SA ARRG

La SA ARRG agissant en tant que Responsable de Traitement est amenée à collecter des données à caractère personnel pour l'exécution de ce marché. Le détail des traitements des données à caractère personnel qui sont réalisés se trouve dans le tableau ci-dessous.

Conformément aux dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de vos données, et du droit de définir des directives relatives au sort de vos données après votre décès. Vous pouvez exercer vos droits en contactant notre délégué à la protection des données (DPO) par courriel à l'adresse électronique dpo@reunion.aeroport.fr ou à l'adresse postale SA Aéroport :

Réunion Roland Garros, 74 avenue Roland Garros, 97438 Sainte-Marie, Réunion.

À tout moment, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr). Pour toute question relative à la protection des données personnelles vous pouvez vous adresser au délégué à la protection des données de l'aéroport ou consulter notre politique de protection des données publiée sur notre site internet www.reunion.aeroport.fr

Nom du traitement	Descriptif du traitement	Mentions d'information
Gestion des Titres de circulation en zone réservée.	<p>L'arrêté du 11 Septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'Aviation Civile fixe les principes réglementaires de sûreté pour le contrôle d'accès aéroportuaire.</p> <p>Dans ce cadre la SA ARRG est tenu de collecter les données ci-dessous en vue de la délivrance des titres d'accès.</p> <p>Données collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - photo d'identité, nom marital, nom de jeune fille, prénom, sexe, couleur des yeux, couleur des cheveux, taille, date et lieu de naissance, pays et département de naissance, nationalité, adresse, nom et prénom du père, nom de jeune fille et prénom de la mère, copie document d'identité 	<p>Finalité du traitement : assurer la sécurité physique des biens et des personnes.</p> <p>Base juridique : Intérêt légitime de la SA ARRG, obligation réglementaire.</p> <p>Destinataires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Service Sûreté de la SA ARRG - Services compétents de l'Etat : PAF, BGTA, DSAC <p>Durée de conservation : Délai de validité du badge.</p> <p>Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG et dans le SI de la DGAC.</p>

	(passeport, CNI, titre de séjour, autorisation provisoire de travail, carte de résident, carte de séjour), fonction, type de contrat, niveau d'habilitation (secteurs sûreté, secteurs fonctionnels)	
Gestion administrative et financière du contrat	La SA ARRG collecte les données ci-dessous dans le but d'assurer la gestion administrative et financière du contrat Données collectées : - identité et coordonnées du/des contact(s) chez le sous-traitant	Finalité du traitement : assurer la gestion administrative et financière du contrat Base juridique : contrat Destinataires : services habilités de la SA ARRG Durée de conservation : Les données seront conservées le temps de la relation contractuelle. Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG, aucun transfert ou partage de données n'est opéré.

16.8 Confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers tout ou partie des renseignements et documents recueillis au cours de ses prestations, sauf autorisation écrite de la SA ARRG.

Le titulaire s'engage également à signer un accord de confidentialité couvrant la phase offres de la présente consultation ainsi que toute la durée d'exécution du marché, périodes de reconduction y comprises.

17. **Système de Gestion de la Sécurité (SGS)**

Conformément à la réglementation européenne (Regulation (EU) No 139/2014) traitant de l'obligation de la mise en place d'un système de gestion de la sécurité par les exploitants d'aérodrome, les activités des tiers agissant pour le compte de la SA ARRG sont soumises aux dispositions du SGS de la SA ARRG.

La sécurité aéroportuaire est la sécurité relative à l'aménagement, le fonctionnement et l'usage des équipements, biens et services nécessaires à la circulation des aéronefs dont la gestion incombe à la SA ARRG (art. L.211-3 du code de l'aviation civile).

Le "système de gestion de la sécurité" aéroportuaire est un ensemble, structuré et organisé, de moyens, de procédures et de procédés, visant à améliorer la sécurité aéroportuaire.

Les obligations sont les suivantes :

- l'entreprise intègre dans sa politique générale un volet relatif à la sécurité aéroportuaire reprenant les objectifs de la politique sécurité aéroportuaire établie par la SA ARRG;
- l'entreprise établit un plan de développement des compétences pour son personnel et réalise le suivi des qualifications et des compétences en matière de sécurité aéroportuaire (habilitations à la conduite sur l'aire de trafic et/ou l'aire de manœuvre, formation au système de gestion de la Sécurité aéroportuaire et toute qualification propre à l'activité sous traitée) ;

- l'entreprise peut être sollicitée dans le cadre de la démarche d'évaluation et d'atténuation des risques aéroportuaires portée par la SA ARRG pour garantir à ses activités côté piste un niveau optimal de sécurité ou en cas de modification d'exploitation. L'entreprise pourra, dans ce cas, être amenée à participer à des études de sécurité et sera tenue de mettre en œuvre les mesures d'atténuation de risques retenues ;
- l'entreprise et son personnel sont soumis à l'obligation de notifier à la SA ARRG les incidents relatifs à la sécurité aéroportuaire (annexe E de l'arrêté du 17 août 2007 fixant la liste d'événements et incidents d'aviation civile). L'entreprise se rapprochera de l'exploitant, notamment le responsable de l'exécution du marché. Il l'informerait des causes de cet incident et des actions curatives mises en œuvre ;
- l'entreprise est tenue de mettre en application les procédures d'exploitation ou de sécurité communiquées par la SA ARRG ;
- l'entreprise présentera dans son rapport d'activité mensuel un état : des événements notifiés, des procédures révisées, des actions mises en œuvre dans le domaine de la sécurité, des résultats des indicateurs sécurité retenus.

Le suivi des dispositions est assuré par le responsable de l'exécution du marché en relation avec le responsable SGS de la SA ARRG. Ce suivi peut s'opérer lors des réunions de suivi de la prestation mais peut également être effectué de manière aléatoire par le responsable SGS. Enfin, l'exploitant se réserve le droit d'auditer l'activité sous traitée dans le cadre de son programme d'audit interne annuel.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la SA ARRG peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

18. Contraintes et obligations de sûreté

Dès lors que les missions définies dans le marché amènent l'entité à mettre à disposition des personnels détenteurs de Cartes d'Identification Aéroportuaires, des contraintes de sûreté s'appliquent.

18.1 Obligations des détenteurs de badge/laissez-passer

Les personnes, détentrices d'un badge rouge, qui accèdent à la ZCP ont pour obligation de respecter les réglementations et procédures sûreté, sous peine de manquements et d'amendes.

1. Les obligations liées à l'utilisation de leur badge/laissez-passer

Toutes les personnes détentrices d'un badge rouge doivent :

- Être en possession d'une pièce d'identité lors de leur entrée en ZCP et durant tout leur séjour en ZCP ;
- Accéder à la ZCP uniquement par les accès autorisés (PIF et PARIF) ;
- Accéder uniquement aux secteurs sûreté et/ou fonctionnels qui leur ont été autorisés ET uniquement pour les besoins de leur activité professionnelle ;
- Porter leur badge/laissez-passer en permanence et de façon apparente ;
- S'assurer que le laissez-passer est apposé sur le véhicule pendant toute la durée de leur séjour en ZCP ;
- En aucun cas ne prêter leur badge à un tiers pour quelque motif que ce soit ;
- Accompanyer, en permanence en ZCP la personne détentricice d'un badge vert :
 - Le titulaire d'un badge vert ne se déplace en ZCP qu'avec l'accompagnant désigné par l'entité à l'origine de la demande de badge, et en possession du document d'accompagnement remis par les Services Compétents de l'Etat (PAF ou GTA) ;

- Signaler sans délai toute perte ou vol de badge/laissez-passer à leur supérieur hiérarchique ou au Service Badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- Retourner les badges/laissez-passer immédiatement après la fin de leur mission sur la plateforme à leur supérieur hiérarchique, au Service des badges de l'Exploitant d'aéroport ou aux Services Compétents de l'Etat.

2. Les obligations liées au respect des procédures de sûreté

Toutes les personnes accédant en ZCP doivent :

- Se soumettre aux procédures de contrôle d'accès, de surveillance, et d'inspection filtrage des personnes, des objets transportés, et des véhicules ;
 - *Il est important d'anticiper le fait qu'en fonction des matériels/marchandises/véhicules entrants, la durée nécessaire au contrôle peut être plus ou moins longue.*
- Ne pas entraver ni neutraliser le fonctionnement normal des dispositifs de contrôle d'accès à la ZCP ;
- Ne pas faciliter l'entrée de personnes dépourvues des autorisations nécessaires en ZCP ;
- Protéger leurs outils métier, qu'ils soient soumis à autorisation ou non. Ces outils doivent être sous leur constante surveillance OU être placés dans un local sécurisé où seules les personnes autorisées pourraient y avoir accès. Cette vigilance doit être accrue dans les secteurs où des passagers pourraient être présents.

3. Les manquements et amendes

a. Personne physique

Amende d'un montant maximal de 750 € ou suspension du badge pour une durée maximale de 30 jours pour la personne physique (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

Non-respect des textes réglementaires applicables ;

Refus de se soumettre au contrôle d'accès à la ZCP et/ou à l'inspection filtrage ;

Non-respect du port du badge/laissez-passer (absence de badge/laissez-passer...) ;

Non-respect de l'utilisation et de restitution du badge/laissez-passer (prêter son badge à un tiers, ne pas rendre son badge dans les délais impartis...) ;

Absence de protection des outils métiers après leur introduction en ZCP.

Amende d'un montant maximal de 150 € et suspension du badge rouge pour une durée de six jours (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

Défaut de port apparent du badge/laissez-passer ;

Utilisation en dehors de leur zone de validité du badge ou du laissez-passer.

b. Personne morale

Amende administrative d'un montant maximal de 7 500 €, en fonction de la nature et de la gravité des manquements et éventuellement des avantages qui en sont tirés ;

Amende d'un montant maximal de 1500 € en cas de défaut de présentation des documents exigibles par la réglementation. Ces plafonds sont doublés en cas de récidive.

19. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG TIC, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, par tout moyen, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

20. Obligation de vigilance (article D8222-5 du Code du travail)

Il appartient au titulaire de transmettre à l'entité adjudicatrice, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail,
- la liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

L'entité adjudicatrice procédera à la résiliation du marché si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, la SA ARRG met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne : www.e-attestations.com, qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification (s'il n'y est pas déjà inscrit) pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

La SA ARRG n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

NB : Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur votre compte.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'entité adjudicatrice pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

21. Règlementation

Le Titulaire devra se conformer aux prescriptions du règlement intérieur et observer scrupuleusement les réglementations sur la sécurité publique (ERP, Code du Travail, Hygiène et Sécurité, Plan de Prévention, etc....) et demander les autorisations nécessaires.

Toute évolution devra faire l'objet d'une demande préalable et d'une validation par la SA ARRG.

Le Titulaire est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs :

- À la police et l'exploitation de l'aéroport ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires, que les autorités compétentes mettraient en vigueur ;
- Aux établissements recevant du public (ERP) ;
- Aux contrôles aux frontières et à la douane et aux mesures de sûreté par l'administration, et en particulier, dans le cadre de la lutte anti-terrorisme ;
- Aux dépôts de matières dangereuses ;
- A la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- Aux conditions d'exercice fixées pour le Titulaire selon sa profession et d'une manière générale selon son activité ;
- A la protection de l'environnement et de l'urbanisme.

22. Politique Qualité – Evaluation des prestations

La SA Aéroport de la Réunion Roland Garros, maître d'ouvrage, s'est engagée par sa démarche d'amélioration continue, en matière de qualité, d'environnement, d'énergie, à satisfaire pleinement et en toute transparence aux exigences des parties intéressées que sont ses clients, ses collaborateurs internes et autres partenaires.

La SA a mis en œuvre une démarche d'évaluation de ses fournisseurs qui a pour objectifs l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux usagers de la plateforme aéroportuaire.

Dans cette perspective, elle souhaite associer étroitement les parties intéressées aux divers processus en vigueur et notamment les fournisseurs au titre desquels le maître d'œuvre en charge de la réalisation de l'ouvrage objet du présent marché. Le titulaire est donc informé que pendant la durée du contrat, la qualité des prestations dont il a la charge fera l'objet d'une ou plusieurs séquences d'évaluation qui auront pour objet de qualifier la qualité globale de ses interventions.

A l'occasion de chacune de ces séquences, qui pourront se dérouler en sa présence, le titulaire sera invité à prendre connaissance des conclusions y afférentes et à formuler des observations sur le contenu précis des conclusions du maître d'ouvrage en la matière. Le titulaire disposera d'un délai de 8 jours à compter de la transmission de la fiche de notation qui le concerne pour formuler lesdites observations et faire valoir ses propositions d'amélioration et/ou objections.

L'évaluation sera réalisée sur les items suivants :

- Respect du délai de réalisation
- Qualité des ressources
- Relations (fluide et disponible)
- Qualité administrative et commerciale (y compris le reporting)

L'évaluation donnera lieu à la formulation d'un note sur 20 points qualifiant la prestation de très satisfaisante à insuffisante. Dans le cas de prestations jugées insatisfaisantes (note attribuée inférieure à 10/20), une pénalité pourra être appliquée au titulaire, conformément à l'article 18.6 du présent CCAP.

23. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 26 du CCAG TIC seront applicables.

24. Pénalités

Dispositions générales

Les stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG TIC sont seules applicables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total hors taxes de l'accord-cadre ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Avant mise en œuvre d'une pénalité, la SA ARRG transmettra une mise en demeure au titulaire de régulariser la situation et d'y apporter toutes les justifications nécessaires.

24.1 Pénalités pour retard

Si un délai inférieur a été proposé par le titulaire, l'application des pénalités débute à partir du premier jour ou de la première heure suivant l'engagement du titulaire. Il est à noter que le décompte des jours de retard s'effectue en jours calendaires et celui des heures sur la base des plages d'interventions stipulées au CCTP.

La SA ARRG se laisse la possibilité d'appliquer ou non les pénalités de retard.

24.2 Pénalités pour retard du déploiement de la phase initiale

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité fixée à 100 € HT par jour de retard.

24.3 Pénalités pour non remise ou remise tardive de la documentation technique

Documentation en début de marché

Une remise de document doit être réalisée après notification de l'accord-cadre et pendant la période de préparation. À défaut de remise à cette date, une pénalité calendaire commencera à courir à compter du lendemain de la date prévue. La pénalité sera de 150 € par jour calendaire de retard.

Documentation technique

Une remise de document doit être réalisée dans les délais indiqués au CCTP. À défaut de remise à cette date, une pénalité calendaire commencera à courir à compter du lendemain de la date prévue. La pénalité sera de 150 € par jour calendaire de retard.

24.4 Pénalités pour indisponibilité des services

En vertu de l'article 14.2 du CCAG TIC, il sera fait application de pénalités pour indisponibilité qui seront calculées conformément aux dispositions de l'article 14.2.6 du CCAG TIC.

En vertu de l'article 14.2 du CCAG TIC, des pénalités pour indisponibilité pourront être appliquées.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG TIC, lorsque le délai contractuel dans le cadre d'une rupture de service est dépassé tel que défini dans le CCTP, le titulaire encourt la pénalité suivante :

$$P = R * V$$

Où :

R = Nombre d'heures de retard de rétablissement au-delà de la « Garantie de Temps de Rétablissement » prévu dans le CCTP paragraphe sur les SLA

V= 100 € HT

24.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG TIC, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.3 du CCAG TIC.

24.6 Pénalités pour non-respect des dispositions relatives au travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

24.7 Pénalités pour non-respect des dispositions relatives aux données personnelles

En cas de non-respect des dispositions relatives aux données personnelles, et notamment dans le cas où la SA ARRG viendrait à être mise en demeure du fait d'un manquement du Titulaire relatif à ses obligations au titre du Règlement Général sur la Protection des Données, le Titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour de retard en cas de non mise en conformité dans le délai fixé par le courrier de mise en demeure envoyé par la SA ARRG.

24.8 Pénalités pour prestations insuffisantes

Conformément à l'article 23 du présent CCAP, lorsque les prestations sont jugées insatisfaisantes dans le cadre de l'évaluation des prestations (note attribuée inférieure à 10/20), le titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de 1.000,00 € applicable sur le paiement de la situation suivante. Cette pénalité sera provisoire et ne pourra être annulée qu'à la condition d'une amélioration sensible des relations et conditions d'exécution de la prestation.

24.9 Pénalités diverses

En cas de constat répété, du non-respect des autres exigences du CCTP (ne faisant pas l'objet d'une pénalité citée expressément) d'un montant forfaitaire de 500 € HT.

25. Responsabilités et Assurances

25.1 Responsabilités

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à son activité sur le site aéroportuaire. L'ensemble des conditions d'exercice et d'activité devra être correctement déclaré pour le bon fonctionnement des garanties d'assurances. Il appartient au Titulaire de vérifier l'adéquation des conditions contractuelles du contrat avec ses propres assurances. En aucune manière, les contrats d'assurances souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité du Titulaire vis-à-vis de l'ARRG.

25.2 Assurances

Le présent article assurance fixe les conditions minimums de couverture, sous toute réserve des modifications ultérieures qui pourront y être apportées en raison de l'évolution des prestations objet de l'accord-cadre et du contexte ou l'identification de risques particuliers encourus dans le cadre du projet objet de l'accord-cadre. Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurances, souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables, de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Assurance de responsabilité civile :

Le titulaire de l'accord-cadre reste responsable de tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés à quiconque, y compris au Maître d'ouvrage, par lui-même, son personnel, ses sous-traitants et leurs personnels ou toute autre personne dont ils sont civilement responsables et résultant directement ou indirectement de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire devra alors produire dans un délai de trente jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution les attestations correspondantes tant pour son compte que celui de ses éventuels cotraitants et sous-traitants. Si le marché dure sur

plusieurs années civiles, le titulaire produira les attestations en cours d'exécution de travaux, au plus tard le 15 janvier de l'année civile.

Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à l'Aéroport de la Réunion Roland Garros :

Tous matériels, dont la garde est confiée au Titulaire par la mise à disposition desdits matériels par la SA ARRG au Titulaire, resteront la propriété de la SA ARRG pendant toute la durée de l'accord-cadre. Tous Dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, seront de la seule responsabilité du Titulaire. La responsabilité de la SA ARRG ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire de matériels mis à sa disposition par la SA ARRG. Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s). Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par la SA ARRG.

Attestations :

Le titulaire, les cotraitants, et les sous-traitants (par dérogation à l'article 9 du CCAG TIC) doivent dans un délai de quinze jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution ainsi qu'à chaque date d'effet des garanties, justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance, dont ils ont acquitté la prime, garantissant les tiers en cas d'accidents ou tous dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à :

- faire immédiatement part de tous changements, modifications, résiliations qui interviendraient sur son contrat d'assurance ;
- s'acquitter régulièrement des primes afférentes et à informer la SA ARRG de tout retard, et par là même à maintenir le contrat d'assurance en cours.

Faute de respecter ces règles, le présent contrat pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire. Aucun règlement ne sera effectué sans présentation d'attestations conformes.

26. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

27. Confidentialité

Le titulaire et l'entité adjudicatrice, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'entité adjudicatrice, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'entité adjudicatrice d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

28. Résiliation

Les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG TIC sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

28.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG TIC.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

28.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

29. Règlement amiable des litiges - Médiation

Conformément à l'article 55 du CCAG-TIC, il sera privilégié le recours à la médiation pour traiter des litiges.

A cette fin, l'entité adjudicatrice a installé une fonction de « médiateur interne » qui pourra être sollicité à l'adresse : mediateur@reunion.aeroport.fr

Le médiateur intervient en cas de conflit. En toute indépendance et neutralité, il favorise le dialogue et aide à trouver les bons décideurs au sein de l'entreprise. Il facilite le règlement amiable des litiges.

30. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 55 du CCAG TIC.

La loi française est seule applicable.

En cas de litige, seul le Tribunal judiciaire (5, avenue André MALRAUX, BP 338, 97494 SAINTE-CLOTILDE, tél. : 0262 40 23 45, fax : 0262 40 23 02) est compétent en la matière.

31. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG TIC par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives de l'accord-cadre*
- À l'article 14.1.2 par l'article *Pénalités pour retard*
- À l'article 14.1.3 par l'article *Pénalités pour retard*
- A l'article 34 par l'article *Garantie relative aux équipements et fournitures*
- A l'article 5.2 par l'article *Obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel*
- A l'article 14.2.6 par l'article *Pénalités pour indisponibilité*
- A l'article 9 par l'article *Assurances*